

Publié le 14 Janvier 2018

Double danger

Manifestations en Tunisie : l'Etat islamique et Al Qaïda en embuscade



Sept années après la "révolution de Jasmin" la Tunisie connaît de nouveaux mouvements sociaux en ce début d'année 2018.



Avec [Alain Rodier](#)
[Voir la bio en entier](#)

Sept années après la "révolution de Jasmin" la Tunisie connaît de nouveaux mouvements sociaux en ce début d'année 2018. Dans quelle mesure des groupes comme Aqmi et l'EI, présents en Tunisie, pourraient ils tenter de tirer profit de la situation ? Quels sont les risques de déstabilisation ?

Les mouvements sociaux n'ont jamais vraiment cessé depuis la « révolution de Jasmin » aussi dite « révolution de la dignité » qui a débuté avec l'immolation par le feu à Sidi Bouzid de Mohamed Bouazizi, un vendeur ambulancier de fruits et légumes le 17 décembre 2010 (mort à l'hôpital le 4 janvier 2011). **Cette dernière a provoqué beaucoup d'espoirs au sein de la société civile, mais les difficultés économiques dues à la crise qui a suivi, en particulier dans le domaine du tourisme, ont laissé les neuf gouvernements successifs dans l'incapacité financière de répondre à ces attentes.**

La spécificité des manifestations de la fin 2017 - début 2018 par rapport aux précédentes est qu'elles se sont étendues à l'ensemble du pays : Tunis, Gabès, Sfax, *Ettadhamen-Mnihla*, Béja, Siliana, Mahdia, Nabeul, Thala (ou un PC de sécurité a été incendié après que la police ait été forcée à quitter la ville), Jelma, Kasserine, Sidi Bouzid, Gafsa, Djerba, etc. .

Les manifestations sont majoritairement pacifiques le jour mais elles tournent parfois à l'émeute et aux pillages la nuit. C'est cette généralisation de la contestation contre la vie chère et la corruption qui risque de mettre à mal le régime pourtant démocratiquement mis en place. Par contre, elle ne semble avoir ni leaders ni structures derrière elle. Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est le vote à la fin 2017 de la loi de finances pour 2018 qui prévoit une hausse des impôts et taxes diverses pour répondre aux demandes d'austérité du FMI qui a accordé, à cette condition, une ligne de crédits de 2,6 milliards de dollars pour les quatre années à venir. La corruption des fonctionnaires est aussi un reproche qui revient souvent dans les propos des manifestants.

Le Premier ministre Youssef Chabed réagit en accusant le Front populaire, un mouvement d'opposition de gauche regroupant des marxistes et des nationalistes arabes, de soutenir les émeutiers, ce qui est loin d'être la réalité. Même la puissante centrale syndicale UGTT reste très prudente vis-à-vis du mouvement actuel. Par ailleurs, Chabed a lancé une vaste répression policière faisant arrêter plus de 720 personnes depuis le dimanche 7 janvier. Profitant de l'état d'urgence déclenché après les attentats de 2015, il a aussi engagé l'armée pour assurer la sécurité de sites sensibles déployant 2.000 hommes à Thala, Sousse, Bizerte et Kedili.

Pour le moment, les deux mouvements salafistes-djihadistes présents dans le pays, Al-Qaida au Maghreb Islamique (représenté par Ansar al Charia et la Phalange *Okba Ibn Nafaâ*) et Daech ne semblent pas avoir participé aux actions protestataires. Mais la masse de manifestants va constituer un vivier dans lequel ces deux organisations seront à même de recruter de nouveaux adeptes. **En effet, la situation économique est si grave que la jeunesse - dont officiellement 30% est au chômage, mais ce chiffre est vraisemblablement très sous-évalué - ne se voit proposer que trois choix : protester, migrer ou rejoindre les djihadistes !**

Quelles sont les positions actuelles et les stratégies de Aqmi et de l'EI en Tunisie ?

AQMI se faisait plus discret depuis 2015 laissant le champ libre à Daech qui, d'ailleurs, en profitait pour récupérer un certain nombre de ses activistes qui proviennent majoritairement de la Phalange *Okba Ibn Nafaâ*. En effet, plus qu'un champ de bataille, **la Tunisie est considérée par AQMI comme une base arrière** depuis laquelle l'organisation terroriste peut lancer des opérations en Libye et au Sahel. Qui dit « base arrière » dit ne pas se faire remarquer par les autorités en conduisant des actions inopportunes.

Par contre, **pour Daech la Tunisie constitue une terre de djihad** privilégiée car la ressource humaine y est abondante et le pouvoir faible. Il faut se souvenir que les Tunisiens ont fourni de gros bataillons de volontaires pour les théâtres syro-irakien et libyen (on parle de 3.000 volontaires partis au combat). Des centaines seraient rentrés au pays avec l'intention d'en découdre à domicile. **La stratégie de Daech consiste à couper la population des autorités** en montrant, grâce à des actions spectaculaires comme les attaques du musée du Bardo et d'un complexe hôtelier à Sousse en 2015 et plus encore, par les opérations offensives coordonnées de mars 2016 à Ben Gerdane, que ces dernières sont incapables d'assurer la sécurité. Heureusement, parfois Daech échoue comme en mai 2016 lorsque des cellules terroristes ont été démantelées à La Marsa et à Mnihla. Mais Daech étend progressivement son influence dans 17 des 24 gouvernorats et se montrant particulièrement actif à Jendouba, Medenine, Sfax, Sidi Bouzid et Sousse.

Contrôlant une grande partie de la frontière tuniso-libyenne, les activistes de Daech qui mènent des opérations en Tunisie proviennent de Libye mais ils trouvent souvent une certaine collaboration des populations locales. Daech étend progressivement son influence dans le pays à 17 des 24 gouvernorats étant particulièrement actif dans ceux de Jendouba, Medenine, Sfax, Sidi Bouzid et Sousse.

Al-Qaida maintient sa présence dans le Nord-ouest de la Tunisie dans les gouvernorats de Kasserine et de Le Kef attaquant parfois les forces gouvernementales quand elles tentent de trop s'aventurer dans ces zones transformées en repaires pour terroristes. A noter qu'il semble que les attaquants du musée du Bardo en 2015 appartenaient initialement à AQMI avant de faire allégeance à Daech (d'où une double revendication).

Quels sont les enjeux pour la "communauté internationale" ? Quels seraient les risques de voir la Tunisie en finir, elle aussi, avec son printemps arabe ?

Si la démocratie s'est effectivement installée en Tunisie à la différence de ce qui s'est passé en Libye ou en Égypte, elle n'a pas apporté la prospérité au point où certains Tunisiens déclarent en catimini regretter la période de Zine el Abidine Ben Ali (comme d'ailleurs certains Libyens regrettent celle de Kadhafi ; on pourra le vérifier dans ce pays lors des élections prévues sous l'égide de l'ONU en mars prochain). « Bien sûr, ils étaient des dictateurs corrompus mais au moins, on pouvait vivre correctement » est le discours que l'on entend parfois. Et malheureusement, en Tunisie la situation ne va pas s'améliorer car l'économie moribonde n'a que très peu d'espoir de s'améliorer dans les années futures pour une raison simple, ce pays n'a pour ainsi dire pas de ressources propres en dehors du tourisme.

La déstabilisation de la Tunisie provoquerait la chute d'un des seuls pays à peu près stable au Maghreb en dehors du Maroc et de l'Algérie (mais là tout le monde craint ce qui pourrait suivre la disparition du président Abdelaziz Bouteflika). Les Américains qui comptent sur la Tunisie pour étendre leurs opérations anti-terroristes vers la Libye voisine perdraient aussi ce point d'appui. **Enfin, le flux migratoire de Tunisiens désespérés poussés vers l'Europe augmenterait de manière exponentielle.**